

ÉDITORIAL

Johannesburg : un dernier espoir pour le développement durable ?

Jean-Marie MARTIN*

Dix ans après le Sommet de la Terre à Rio de Janeiro, il faut se rendre à l'évidence. La majorité des espérances et des louables intentions du Sommet demeurent à l'état de vœux pieux. Même si certaines Conventions, comme celle sur les Changements Climatiques et son Protocole, signé à Kyoto, représentent un progrès significatif, la dernière représente celle de la globalisation, et non du Développement Durable. L'aide officielle au Développement Durable (ODA) devait doubler et croître de 0,35 à 0,70 % du produit national brut. En réalité, 10 années après Rio, elle a diminué de moitié. Les aides à l'agriculture dans les pays développés représentent aujourd'hui 1 milliard de dollars par jour, réduisant par là même, par exemple, les possibilités d'exportation des pays pauvres. Il a cependant été décidé d'aller de l'avant et de convoquer un nouveau Sommet à Johannesburg afin de réactiver la mise en œuvre du développement durable et de tenter de rétablir des relations plus harmonieuses entre l'homme et son environnement.

Le choix du continent africain pour tenir ce sommet est particulièrement symbolique. C'est en effet en Afrique que l'exigence de développement durable se pose avec le plus d'acuité. Les trois quarts de la population y vivent en dessous du seuil de pauvreté. L'environnement continue à se dégrader, en particulier, à cause de l'abandon de pratiques traditionnelles de gestion du territoire, comme le montrent plusieurs phénomènes : **les feux de végétation, la déforestation et la désertification, l'urbanisation.**

Le feu a toujours été utilisé comme outil de gestion et d'exploitation du milieu, que ce soit pour les activités pastorales (régénération des pâturages), agricoles (nettoyage des parcelles) ou de la chasse. Mais aujourd'hui, entre 150 et 300 millions d'hectares (soit 3 à 6 fois la superficie de la France métropolitaine) sont affectés chaque année en Afrique sub-saharienne, libérant ainsi de grandes quantités de gaz à effet de serre et d'aérosols carbonés. Au niveau mondial, on estime que les feux de végétation contribuent à hauteur de 43 %, 40 %

et 16 % aux émissions anthropiques de CO₂, CO et CH₄, respectivement. Les études récentes, si elles n'ont pas mis en évidence une augmentation des feux, ont montré une perturbation de leur régime saisonnier : les feux sont plus tardifs, plus récurrents et souvent plus dévastateurs.

La dégradation des milieux naturels, principalement la déforestation et la désertification, souvent conjuguée aux effets des feux, hypothèquent également la qualité de vie des populations locales. Suite à ces changements d'occupation du sol, des besoins aussi fondamentaux que le bois de feu ou l'accès à la terre agricole, sont devenus difficiles à satisfaire. Des écosystèmes fragiles sont menacés de disparition, entraînant la perte irréversible d'un vaste cortège d'espèces biologiques. Les forêts tropicales africaines perdent chaque année près de 1 million d'hectares, dont la majeure partie dans des régions précieuses en termes de biodiversité (Madagascar, Liberia...). Les effets atmosphériques locaux et globaux de ces transformations sont évidents : rejets massifs de gaz à effet de serre, augmentation de la teneur en ozone troposphérique, modification de la dynamique de formation des nuages.

Les taux de croissance urbaine atteignent des niveaux record en Afrique, jusqu'à 5 % par an. Un Africain sur deux sera citadin en 2020. Les dégâts urbanistiques et sanitaires sont légion. La pollution engendrée par un parc automobile vétuste rend irrespirable le cœur des villes trop peu planifiées ; l'approvisionnement déficient en eau potable et l'absence de gestion des eaux usées diminuent dramatiquement l'espérance de vie dans les quartiers défavorisés.

Ce constat peu encourageant masque toutefois une prise de conscience croissante en Afrique et dans le monde de l'urgence de la situation et des problèmes à résoudre. C'est dans un premier temps, la responsabilité du scientifique de contribuer à une meilleure connaissance des phénomènes afin de pouvoir proposer au politique des recommandations concrètes, permettant de mieux prendre en compte le développement durable. Un suivi systématique des feux au niveau national permettrait de définir une gestion optimale des brûlis (calendrier, étendue maximale, zones de protection). Un observatoire permanent des changements d'occupation du sol résoudrait une des principales inconnues du bilan du carbone. Des systèmes économiques et robustes de

* Directeur, Institut de l'Environnement Durable, Centre Commun de Recherche, Commission Européenne - 21020 Ispra (VA), Italie.

mesure de la qualité de l'air pourraient être mis en place rapidement dans la plupart des villes africaines pour mesurer l'ampleur du phénomène. Le Centre Commun de Recherche de la Commission Européenne se propose de maintenir un effort important sur ces domaines dans le cadre du 6^e Programme-Cadre Recherche et Développement en collaboration avec des équipes européennes et africaines.

Par-delà une modification profonde du système de gouvernance, des modes de production et de consommation, il est urgent en ce début de millénaire de trouver l'alternative à l'exploitation forcée des écosystèmes, tout en garantissant l'amélioration des niveaux de vie de la plus grande partie de l'humanité dont la situation ne cesse de se détériorer. C'est le défi majeur du Sommet de Johannesburg.

Dix ans après le Sommet de la Terre à Rio de Janeiro, il faut se rendre à l'évidence. La majorité des espoirs et des attentes initiales du Sommet demeurent à l'état de vœux pieux. Malgré les Conventions, comme celle sur les Changements Climatiques et son Protocole signé à Kyoto, représentant un progrès significatif, la dégradation continue de la planète, et non du Développement Durable. L'objectif au Développement Durable (KDA) devant doubler et croître de 0,35 à 0,72% du produit national brut, en réalité, 10 années après Rio, elle a diminué de moitié. Les aides à l'agriculture dans les pays développés représentent aujourd'hui 1 milliard de dollars par an, réduisant par là même les possibilités de développement des pays pauvres. Il a également été décidé d'être de l'avant et de concevoir un nouveau Système d'Évaluation afin de résoudre la mise en œuvre du développement durable et de limiter les risques des relations plus harmonieuses entre l'homme et son environnement.

Le thème du Sommet africain pour venir au Sommet est particulièrement symbolique. C'est en effet en Afrique que l'urgence du développement durable se pose avec le plus d'acuité. Les trois quarts de la population y vivent en dessous du seuil de pauvreté. L'exploitation continue à se dégrader, en particulier, à cause de l'absence de politiques nationales de gestion du territoire, comme la maîtrise plusieurs priorités : les taux de végétation, la déforestation et la désertification, l'urbanisation.

L'Afrique a toujours été une terre où le gestion et l'exploitation du sol, que ce soit pour les activités pastorales (élevage des bétail) ou de la culture, était toujours (et reste) une activité essentielle. Les 250 millions d'habitants (sur 3 à 4 milliards) de la France métropolitaine sont affectés chaque année en Afrique par les sécheresses, les inondations, les pluies, les vents et les tempêtes. Au niveau mondial, on estime que les taux de végétation continuent à reculer de 42 à 45%.

* Directeur, Institut de l'Environnement Durable - Centre Commun de Recherche Commission Européenne - 21060 Paris (VA) - France

POLLUTION / ATMOSPHERIQUE

Mai 2002

**CENTRE COMMUN DE RECHERCHE
JOINT RESEARCH CENTRE**

Activités de l'Institut de l'Environnement Durable dans les domaines
des émissions atmosphériques, de la qualité de l'air et des effets sanitaires

Activities of the Institute for Environment and Sustainability
in the field of atmospheric emissions, air quality and health

N 0032-3632

ADEME



Publié avec le concours du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de
l'Environnement, et de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie



NUMÉRO SPÉCIAL
CENTRE COMMUN DE RECHERCHE

Activités de l'Institut de l'Environnement Durable dans les domaines
des émissions atmosphériques, de la qualité de l'air et des effets sanitaires

JOINT RESEARCH CENTRE

Activities of the Institute for Environment and Sustainability
in the field of atmospheric emissions, air quality and health

• Préface

J.-M. MARTIN

• Air pur pour l'Europe
Clean Air for Europe

P. WICKS

• Le Système de référence communautaire sur les émissions (CORSE)
The COmmunity Reference System on Emissions (CORSE)

G. De SANTI

• Études récentes sur les processus atmosphériques réalisées par l'Institut de l'Environnement Durable
Recent Atmospheric Processes Studies conducted by the Institute for Environment and Sustainability

F. RAES, G. SEUFERT, J. HJORTH, G. ANGELETTI, C. BRUNING

• Modélisation de la qualité de l'air et évaluation de modèles atmosphériques
Air quality modelling and atmospheric model evaluation

C. CUVELIER, S. GALMARINI, G. GRAZIANI, P. THUNIS

• Programme AutoOil-II : impact de la réduction des émissions dans l'agglomération française de Lyon
The AutoOil-II Programme : Impact of Emission Reduction Scenarios at the French Domain of Lyon

A.-N. SKOULLOUDIS

• Activités du Laboratoire européen de référence de la pollution de l'air (ERLAP)
Activities of the European Reference Laboratory of Air Pollution (ERLAP)

E. De SAEGER, A. BOROWIAK, M. GERBOLES, P. PEREZ BALLESTA

• APHEIS

Un outil d'information qui répond aux questions clés sur la pollution de l'air et la santé en Europe
Introducing APHEIS

An information Resource that provides Answers to Key Questions on Air Pollution and Public Health in Europe

S. MEDINA, A. PLASENCIA, E. De SAEGER

• Groupe de travail français « Échantillonneurs passifs » de la Fédération ATMO
French working group on "Passive Samplers", ATMO Federation

A. FROMAGE-MARIETTE, S. LE MEUR

• LCSQA, Laboratoire Central de Surveillance de la Qualité de l'Air
Central Laboratory for Air Quality Monitoring

J.-L. HOUDRET

Prix de ce numéro spécial : France 32,01 €
Étranger 38,11 €